

LA MUTATION

Le retraité, l'investigateur et le fonctionnaire



Pendant que le lion rouge veille sur la fonction publique, l'ADR se drape dans l'étendard national. Question d'identité ...

Parce qu'il ne s'aime plus tel qu'il est, l'ADR va, sauf surprise, changer de peau ce dimanche. A terme, cette mue risque d'être bien plus qu'un simple ravalement de façade. A sa quête de sens s'ajoute la recherche d'un nouvel électorat privilégié: la fonction publique.

A partir du 2 avril 2006, lors de son congrès national, l'ADR ne sera probablement plus le parti des retraites. Pour ce qui est des changements de nom, l'ADR n'en est pas à son premier essai. L'ancien "Aktiounskomitee 5/6 Pensioun fir jiddferen", fondé en 1987, fut renommé en "Aktiounskomitee 5/6" deux ans plus tard, en 1989. Ce n'est qu'en 1992 qu'il se rebaptisa sous la dénomination encore actuelle d'"Aktiounskomitee fir Demokratie a Rentegerechtegkeet", ADR. Si les membres donnent leur accord, le nom - tout en gardant l'acronyme actuel - changera pour la quatrième fois ce dimanche en "Alternativ demokratesch Reformpartei". Et pour celles et ceux qui ne le savaient pas encore: l'ADR deviendra également un parti, alors qu'il n'était jusqu'à présent qu'un "mouvement". Cette mutation, accompagnée d'un nouveau logo arborant le drapeau national et d'un nouveau programme fondamental, a déclenché une nouvelle défaite post-électorale: la démission du député Aly Jaerling (voir interview) et donc la perte d'un siège supplémentaire. S'il a quitté le parti, il se maintiendra néanmoins au sein du groupe parlementaire.

Le mouvement dont les origines remontent jusqu'en 1986 fête ses 20 ans, et vit sa première véritable crise de sortie d'adolescence. Pour la première fois de son histoire, il a dû encaisser une défaite électorale en 2004, qui lui coûta deux de ses sept sièges à la Chambre des députés. Il répéta la contre-performance quelques mois plus tard lors des élections communales où il fût amputé de la moitié de ses mandats locaux. Début 2006, l'étude sur les élections législatives et européennes de 2004 commandée par le

parlement, éclaira une cause partielle de cette baisse d'adhésion: autant les retraites figuraient encore en première place parmi les préoccupations des électeurs et électrices en 1999, elles ont été rétrogradées en cinquième position en 2004. De toute façon, cela fait belle lurette que l'ADR ne se préoccupait plus exclusivement de cette problématique. Depuis l'"affaire de la valise" que le député sécessioniste Aly Jaerling vient de remettre à l'ordre du jour en guise de cadeau d'adieu empoisonné, les ténors de l'ADR se sont com- plus dans le rôle de dénonciateurs des copinages des partis établis.

"L'investigateur de la politique"

Se voulant officiellement un parti "all round", doté d'une légitimité d'intervenir sur tous les domaines politiques, l'ADR est loin de laisser tomber son masque de vengeur de la veuve et de l'orphelin de l'Etat CSV. Manuel Turmes, un des deux futurs secrétaires généraux - en charge de l'organisation interne à côté de l'avocat Roy Reding, chargé du volet politique - que le congrès doit encore adouber, y va d'ailleurs de sa petite formule: "L'ADR est l'investigateur de la politique". Jean Nicolas s'en trou- vera honoré.

Mais en quoi consiste véritablement cette mue dans laquelle s'engouffre ce parti que l'on qualifie couramment de populiste? Quels intérêts catégoriels entend-il défendre? Ceux des indépendants et commerçants, comme s'y applique le député du Centre Jacques-Yves Henckes, issu de la mouvance libérale-nationale du DP, son parti d'origine? Ceux des paysans, comme le fait Robert Mehlen, ancien membre du CSV et prési-

dent du petit "Fräie Lëtzebuerger Bauereverband"? Ou ceux des ouvriers, comme le prétend Gast Gibéryen, président du groupe parlementaire et ancien syndicaliste à la tête de la "Neutral Gewerkschaft Lëtzebuerg"? Et que dire des deux nouvelles figures de proue quadragénaires de ce parti en quête de rajeunissement et de rénovation personnelle que sont Roy Reding et Manuel Turmes? Le premier, avocat, s'est fait remarquer lors du référendum sur la constitution européenne. Opposé au texte, il voulait même tenter un procès à l'Etat à cause du financement de la propagande officielle par le denier public. L'ADR n'est pas son premier parti. Pendant 25 ans, il a été affilié au LSAP. Se considère-t-il toujours de gauche? Est-il socialiste? "Le clivage droite-gauche n'a plus vraiment de raison d'être", estime-t-il, "mais si je dois vraiment me définir, je dirais que je suis libéral-libertaire".

Gaulliste et libertaire

Autre biographie, autre tendance. Manuel Turmes est employé d'Etat et affilié à la Confédération générale de la fonction publique (CGFP). Lui non plus n'en est pas à sa première carte de parti. Son premier amour politique a été le CSV, son premier engagement syndical le LCGB. Si, à l'instar de Roy Reding, il se dit également rétif au "stéréotype droite-gauche", il place tout de même l'ADR au centre-droit de l'échiquier politique. Lorsqu'il parle d'Europe, il évoque le confédéralisme et la politique de la chaise vide du général de Gaulle. D'ailleurs, s'il était français, il ne dédaignerait pas porter l'éti-quette de "gaulliste". Ce qui n'est pas étonnant, étant donné que l'ADR entretient des relations fraternelles avec le Rassemblement pour la France (RPF) de l'archéogaulliste Charles Pasqua au sein de l'Union pour l'Europe des Nations (UEN). Difficile donc de situer l'ADR, même rénové. Quoique: la volonté de vouloir dépasser les clivages politiques classiques est une vieille rengaine d'extrême droite.

En l'absence de positionnement clair, l'ADR ne clarifie pas non plus ses attaches sociales prioritaires. Et il ne semble pas vouloir le faire. Pourquoi d'ailleurs? "Nous sommes un parti populaire dans le sens classique du terme", explique Turmes, "c'est-à-dire que nous défendons les intérêts de toutes les catégories sociales et professionnelles". La composition sociale bigarrée du parti semble en effet tracasser bien plus les analystes que l'ADR même.

Pour Fernand Fehlen, sociologue au Centre de recherche public (CRP) Lippmann, elle pourrait même apporter plus d'avantages que d'inconvénients: "On peut qualifier l'ADR de parti populaire de protestation qui exprime les frustrations aussi bien des ouvriers, des paysans que des petits commerçants".

Mais qu'en est-il de la majeure partie du salariat autochtone, à savoir la fonction publique? Honni par la CGFP qui ne l'invite même pas à ses congrès, contrairement aux autres partis, l'ADR a longtemps entretenu une relation sulfureuse avec les agents publics. Peu à peu détournée, la revendication de retraites égales pour tous, calquées sur le modèle de la fonction publique, a fait place aux critiques envers une administration inefficace peuplée de fonctionnaires privilégiés.

Qui aime bien, châtie bien

Pourtant, tout ne sépare pas les frères ennemis que sont l'ADR et la CGFP. Affirmant son attachement à la souveraineté nationale en se drapant dans la tricolore nationale qu'il s'estime être encore le seul à défendre, il emboîte le pas au grand et puissant syndicat des fonctionnaires. Certaines similitudes sont même troublantes. D'un côté, on peut lire sous le point 31 du projet de programme de l'ADR: "Darum setzen wir uns ein für ein Europa der Nationen, das die Souveränität und die Identität seiner Mitgliedstaaten wahrt und respektiert". De l'autre, dans leur résolution de la 39ème conférence des comités de la CGFP adoptée en décembre 2005, les corporatistes "confirment leur attachement à l'unité européenne dans le respect de la souveraineté et de l'identité des Etats membres". Il est clair que l'option souverainiste constitue une stratégie fondamentale de la défense du secteur protégé. Un peu plus loin, dans la même résolution, les délégués "estiment que l'ouverture de la Fonction Publique à des non-Luxembourgeois, slogan préféré de ceux que cela ne regarde pas (sic), est déjà depuis belle lurette un fait et que notre pays, dans ce domaine, a même une bonne longueur d'avance sur nos voisins européens."

D'un point de vue électoral, l'ADR n'est pas encore un parti de fonctionnaires. Même si, aux élections de 2004, le parti a récolté quelques sympathies dans ce milieu. Si les universitaires, le snobent royalement, il a réussi une certaine percée auprès des membres de la carrière

moyenne. Moins qualifiés - détenteurs en règle générale du bac, sans plus -, ils sont plus vulnérables tout en étant habitués à un certain niveau de vie confortable. Sur le marché du travail concurrentiel, nombre d'entre eux auraient le plus grand mal à trouver des conditions de travail similaires. Le souverainisme constitue donc le bouclier face à la peur existentielle d'une petite nation dont la raison d'être a plus d'une fois été mise en question. En tirant sur la corde souverainiste, l'ADR vise juste. Si le danger d'une annexion ou invasion armée depuis l'étranger n'est certainement plus à l'ordre du jour, l'angoisse séculaire d'une nation vulnérable est ranimée par la peur d'un démantèlement de cette autre forteresse qu'est la fonction publique.

Après le DP, l'ADR?

Petit à petit, l'ADR avance ses pions. Déjà, le programme fondamental se montre conciliant: "Wir sehen das Staatsbeamtenstatut als unabdingbaren Schutz öffentlicher Bedienstete, welche in staatliche Entscheidungsprozesse eingebunden sind, vor politischer Willkür." Dans une édition du "Pefferkär" - l'organe de presse de l'ADR - consacrée aux élections communales de 2005, Marc Thill, un des porte-paroles du Comité pour le Non à la constitution et présent par la suite sur la liste ADR de la capitale, donnait quelques réponses au dilemme: "Certes, étant fonctionnaire communal, l'on pourrait penser que je n'aurais guère d'affinité pour l'ADR (...). Mais là encore on voit le problème de communication dont souffre l'ADR. En effet ses députés ont voté les deux derniers accords salariaux de la fonction publique et le premier était un très bon accord pour la fonction publique. Peu de fonctionnaires en sont conscients." Dans le même entretien, on apprend que Marc Thill est chargé de diriger un groupe de travail sur la fonction publique. Interrogé par le woxx, Manuel Turmes - membre de la CGFP - confirme que l'ADR a décidé d'adopter une "approche différenciée" par rapport à la fonction publique. Comme le révèle également l'étude sur les élections, l'ADR s'était fixé comme objectif de présenter plus de fonctionnaires sur ses listes. La politique est une question de rapports de force. Après avoir été le parti des retraités du privé, est-il sur le point de devenir celui des actifs du public? Ce grand électorat qu'est la fonction publique détiendrait-il les clés de la survie du nouvel ADR? Mais c'est peut-être Marc Thill qui nous fournit une des règles les plus triviales et pourtant si efficace de la politique nationale: "Au Luxembourg, un parti ne peut rien sans un certain appui dans la fonction publique et encore moins en s'opposant constamment à elle."

David Wagner

ADR/RECHTSEXTREMISMUS

Darf es ein bisschen mehr sein?

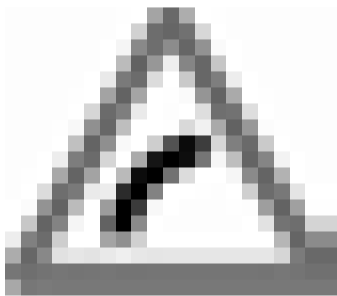
Ist das ADR nun eine rechtsextreme Partei geworden oder nicht? Hinter dem Logo-Wechsel und dem neuen Grundsatzprogramm versteckt sich vor allem ein gefährlicher Opportunismus.

"Wir lassen uns (...) weder extrem links, noch extrem rechts einordnen, sondern wir stehen dort, wo wir unsere Wurzeln haben: mitten in der Luxemburger Bevölkerung mit all ihren Sorgen und Nöten, Hoffnungen und Erwartungen." Wer so schreibt, muss etwas zu rechtfertigen oder wenigstens klarzustellen haben. Roby Mehlen, der Nationalpräsident des ADR, hat mehr als eine Erklärung nötig, um sich von den Vorwürfen brauner Liebäugeleien zu distanzieren. Zumal einige der schärfsten Anschuldigungen aus den eigenen Reihen kommen. Das neue Logo mit der luxemburgischen Trikolore im Hintergrund spricht auch nicht gerade für ein absolutes Desinteresse an der Ausschachtung nationaler Themen. Genauso wenig wie das neue Grundsatzprogramm - aus dessen Vorwort das Anfangszitat stammt. Neben einer Menge nichtssagender Floskeln finden sich dort auch einige Undeutlichkeiten, die bedrohliche Spielräume öffnen.

Dabei spielt das Wort "mehr" eine entscheidende Rolle in der Aussagen-Gestaltung der "erneuerten" ADR. So ist zum Beispiel der Staat "weit mehr als ein reiner Dienstleistungs- und Verwal-

tungsapparat", was der Staat aber "mehr" ist bleibt offen. Das ist umso verwunderlicher, da in einer anderen Passage die Floskel "soviel Staat wie nötig, aber so wenig Staat wie möglich" heraufbeschworen wird. Deutlicher werden die Rentenkämpfer beim Kapitel "Souveränität". Die ist nämlich, ihrer Auffassung nach, der einzige Garant für "echte Demokratie". Deshalb befürworten sie auch das "Europa der Nationen", eine europaweite, politische Bewegung, der unter anderem auch die post-faschistische Alleanza Nazionale aus Italien angehört. Den Staat als Garant für Identität und Souveränität zu sehen, ohne deren Rahmen festzulegen, macht zudem große Projektionsflächen für rechte Spinnereien frei.

Ein weiterer "Mehrwert" kommt der luxemburgischen



Achtung! Rechtskurven können auch Rentenkämpfer in den Abgrund führen.

Sprache zugute, die "mehr als nur ein Zeichen unserer kulturellen Identität" sein soll. Hier knüpft das ADR an die Belange der rechtsextremen Bewegungen der 80er Jahre. Vereine wie die "Fédération Eist Land - Eis Sprooch", die aus der "Aktioun Lëtzebuergesch" hervorging. Deren Forderungen nach mehr Anerkennung für die luxemburgische Sprache, waren immer an rechtsextremes Gedankengut gekoppelt. Das ADR mag sich zwar nicht so weit aus dem Fenster lehnen, auf Bekenntnisse zu den "judeo-christlichen Traditionen" Europas (die sich hervorragend zur Hetze gegen den Isalm eignen) oder Mahnungen über die Risiken einer zu hohen Zuwanderungsrate mag man trotzdem nicht verzichten.

Ob das ADR nun in die Riege der "großen" rechtsextremen Parteien passt, bleibt dennoch fraglich. Den Paradigmenwechsel, den die so genannte "Dresdner Schule" der NPD in Deutschland herbeiführen will, vertreten sie nicht, zu groß sind die historischen Unterschiede, zu tief die Verankerung der luxemburgischen Nationalbewegungen in verschiedenen Resistenzermilieus. Aber auch an die Radikalität eines Jean-Ma-

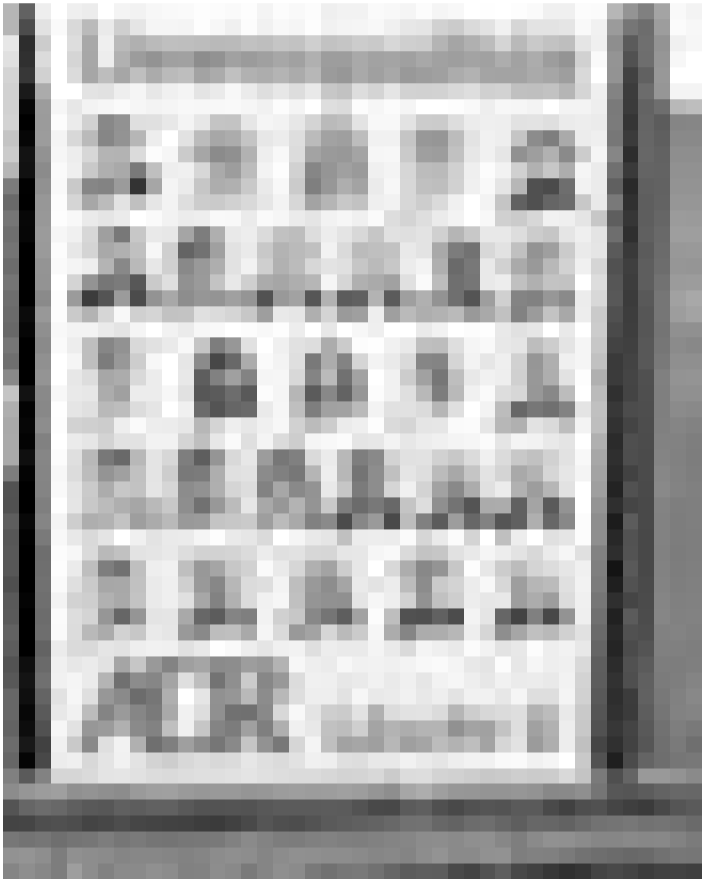
rie Le Pen kommen sie kaum heran. Sie fordern, im Gegensatz zu ihm und auch zu verschiedenen anderen luxemburgischen rechtsextremen Bewegungen, keine direkte Demokratie über sogenannte "Volksreferenden" und sehen sich auch nicht als Opfer einer weitgehenden Verschwörung an.

Es scheint als ob dem ADR der Mut oder die Motivation fehle, laut auszusprechen, was viele seiner Mitglieder denken. Schließlich gibt es mehrere ehemalige Anhänger der "Nationalbewegung" auf seinen Listen.

Oder, was nicht minder schlimm wäre, es handelt sich

um eiskaltes Kalkül: Die zwiespältigen Ergebnisse des Referendums über die EU-Verfassung lassen, verschiedenen Analysen zufolge, auch auf ein vergrößertes Potenzial an der extremen Rechten schließen. Und dieses will sich das ADR nun krallen, ohne sich vorwerfen zu lassen, offen rechtsextrem zu sein, was einer Disqualifizierung gleich käme. Man kann nur hoffen, dass sie bei diesem Drahtseilakt kräftig auf die Schnauze fallen.

Luc Caregari



Oben rechts die Gangster. Unten links die Populisten? Das ADR ist ein Sammelbecken für Frustrationen. (Foto: woxx)

INTERVIEW

Aly Jaerling

La mutation de l'ADR se fera sans Aly Jaerling. Le député se dit de gauche et refuse de soutenir un parti qu'il accuse de flirter avec l'extrême droite.

woxx: Vous avez quitté l'ADR parce que vous l'accusez notamment de dériver vers l'extrême droite, du moins de se situer à la droite du CSV. Mais n'était-ce pas le cas depuis longtemps?

Aly Jaerling: Ce n'était en tout cas pas un problème au début, lorsque l'initiative a été créée au milieu des années 80. Mais peu à peu, le comité a été rejoint par des personnes issues de différents bords et la question nationale a commencé par être abordée. Je n'ai jamais approuvé que l'ADR se dirige dans cette voie, et je n'étais pas le seul. La section d'Esch par exemple, a toujours été derrière moi. Dans le sud, nous avons toujours fait en sorte que la question nationale ne soit pas abordée. Finalement, la pression est devenue de plus en plus forte. On le constate maintenant avec le nouveau logo et la nouvelle dénomination.

Peut-on vraiment qualifier le nouveau programme

comme étant d'extrême droite?

Le programme parle des traditions judéo-chrétiennes et promeut l'islamophobie. C'était déjà le cas lors du référendum sur la constitution européenne avec la question de l'entrée de la Turquie. Moi aussi j'étais opposé à l'adhésion de la Turquie, mais pour des questions relatives aux droits de l'Homme. Il faut tout de même savoir que des personnes comme Pierre Peters ont tenté de devenir membre de l'ADR, ce que j'ai, avec d'autres, réussi à éviter. Mais à partir du moment où de telles personnes sont attirées par l'ADR, il faut commencer à se poser des questions.

L'ADR mènerait-il une campagne ciblée dans des milieux d'extrême droite?

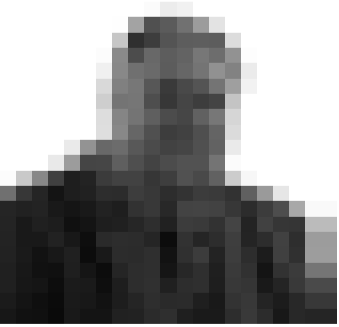
En tout cas, il y a des adhérents originaires de ces milieux. Mais tout se fait en douce, on ne les voit pas toujours venir et on ne connaît pas toujours leurs biographies. Quand on sait pourtant

que le secrétaire de la circonscription sud était sur une liste de la "Nationalbewegung", et que l'ADR le tolère ... En fait, les dirigeants de l'ADR veulent récolter les suffrages de l'extrême droite sans pour autant être identifiés avec elle.

Etes-vous de gauche?

Je pense que oui. En tant que syndicaliste, on adopte certains principes qu'on ne lâche plus.

Mais comment est-il possible de défendre les intérêts du salariat au sein d'un parti comme l'ADR? Son programme a toujours été néolibéral.



C'était quasiment impossible. Récemment, Robert Mehlen a adressé une question parlementaire au ministre Boden qui plaide en faveur de l'entrée de travailleurs et paysans des nouveaux pays adhérents de l'UE, afin de

pouvoir profiter d'une main d'oeuvre moins chère!

Il semble aussi que l'ADR commence à faire les yeux doux à la fonction publique.

L'ADR est conscient du profond attachement de beaucoup de fonctionnaires à leur statut. L'attachement à la souveraineté nationale va donc de pair avec la peur de voir leur secteur protégé disparaître.

Vous défendez des positions progressistes en matière de politique sociale, mais est-ce le cas dans d'autres domaines? Que pensez-vous de la souveraineté nationale?

Je pense que le Luxembourg doit garder son indépendance au sein d'une Europe des nations. Je voudrais que les parlements nationaux puissent mieux intervenir dans le processus décisionnel européen. Pour ce qui est des institutions nationales, j'estime que certains domaines, comme la justice, devraient être réservés aux Luxembourgeois. Mais je ne m'oppose pas à l'ouverture d'autres domaines de la fonction publique.

Que pensez-vous de la préférence nationale sur le marché du travail?

On m'a mal compris. Je suis pour la préférence résidentielle, cela n'a rien à voir avec la nationalité.

Maintenant que vous avez quitté l'ADR, avez-vous déjà été approché par d'autres groupes parlementaires au cas où vous quitteriez celui de l'ADR?

No comment (sourires)! J'ai toujours eu des liens au niveau syndical. En tout cas, ce que je peux dire, c'est que je sais que je n'ai pas beaucoup de soucis à me faire.

Entretien: David Wagner, Luc Caregari